



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste unifié

NUMÉRO 105
9 JUIN 1962

0,40 NF

LA MORT LENTE S'INSTALLE A ALGER ET A ORAN

*L'O.A.S. massacre et
affame. Les blessés
musulmans meurent
faute de médicaments*

Il ne suffit pas d'admirer
la patience des Algériens

Il faut les sauver !

**Pour enrayer la famine
Pour envoyer
des médicaments
du matériel chirurgical**



Versez d'urgence des fonds
à Louis HOUEVILLE
C. C. P. PARIS 15-536-77
47, rue Hoche, Montreuil-sous-Bois



Signalez **immédiatement**
à la Commission du P.S.U.
8, rue Henner, PARIS-9
médecins, chirurgiens, spécia-
listes de transfusions sanguines,
réanimateurs, anesthésistes
susceptibles d'aller sur place



(Dalmas)

Un parti conservateur éclairé ?

éditorial

POLITIQUEMENT, le congrès du M.R.P. ne nous a pas appris grand-chose de neuf. Après quatre années de prudence, de participation ministérielle feutrée, le parti de M. Pflimlin avait décidé, il y a quelques semaines, de préparer les prochaines élections en participant largement au grand-ministère-social-d'après-la-guerre-d'Algérie. Très vite, il apparut que les partenaires ne s'étaient pas entendus sur la manière de comprendre l'expression « participer au gouvernement ». Pour Pflimlin, cela signifiait participer à l'élaboration d'une politique, mais de Gaulle ne lui avait offert — les faits se chargèrent de le démontrer — que de participer à l'exécution de cette politique. Déçu, Pflimlin partit avec ses quatre amis. Le congrès de Dijon a confirmé les propos tenus après ce départ. Intraitables sur l'Europe, les gens du M.R.P. se retirent des ministères mais ne passent pas pour autant dans l'opposition. Du moins, pas systématiquement. Ils pratiqueront désormais cette forme de soutien sans participation qu'on appelle aussi « soutien à éclipse ».

On peut sourire en constatant que, plus l'opposition parlementaire grossit (S.F.I.O., Indépendants, Radicaux, M.R.P.... qui, aujourd'hui n'en est pas ?), plus elle devient prudente : les risques de casser quelque chose par inadvertance grandissent et l'opposition — tout en se préparant ferme — ne tient guère à s'approcher trop près et tout de suite du pouvoir.

Les candidats n'en sont pas moins nombreux. Le congrès M.R.P. a confirmé que ce parti était, et se jugeait, en bonne place.

Jean-Jacques Servan-Schreiber écrivait l'autre jour que l'affaire Salan, accentuant le vide politique, laissait la place à deux solutions : celle d'extrême-droite qu'il incarnait dans Tixier-Vignancour, celle de gauche représentée par Pierre Mendès France. C'est peut-être l'avis de Servan-Schreiber. Ce n'est sans doute pas celui de tout le monde. Dans les élections partielles, l'extrême-droite est battue, la gauche ne remporte guère de succès, mais le centre fait le plein. Maurice Thorez, au Comité central du P.C.F., parlant des élans qui retombent, des poussées de 1959 « contrebattues », le contraste de son côté. En réalité, les Français, par crainte de l'aventure, se raccrochent à tout ce qui paraît incarner la stabilité. L'U.N.R., débarrassée de l'élan de 1958, ramenée aux dimensions d'un parti conservateur qui pourrait être moderne, garde sa place et ses chances dans ce climat.

MAIS ce rôle de parti conservateur éclairé, le M.R.P. le lui dispute. Après bien des élections partielles, le congrès de Dijon a confirmé la stabilité de ce parti. Balayé en 1956, déconsidéré, il a su refaire son chemin, abandonnant jusqu'à la veille du 13 mai, puis de nouveau pendant quatre ans, les grandes ambitions politiques, cherchant patiemment à s'implanter à la base, à donner de lui un nouveau visage...

Il hésite entre deux orientations. Ou plutôt, il essaie de donner de lui une double image. En 1958, des militants paysans et de la C.F.T.C. lui avaient demandé d'accomplir une véritable ré-

volution interne, de se saborder pour entrer dans une sorte de rassemblement travailliste où ces militants eux-mêmes auraient joué un grand rôle. Le M.R.P. refusa ce rôle dangereux qui l'aurait entraîné au cœur de l'opposition.

Aujourd'hui, il ouvre son Comité directeur à six représentants du syndicalisme. Mais l'opération se fait d'en haut ; le temps où elle pouvait être dangereuse est passé. Il s'agit seulement d'une ouverture formelle destinée à maintenir le contact avec les syndicalistes et notamment les jeunes dont le M.R.P. a besoin.

EN réalité, Pflimlin, s'il a besoin de cette base, a fait un autre choix. Homme politique à forte compétence économique, partisan de la planification, sensible à la relève des institutions politiques, proche des technocrates, il leur offre le M.R.P. comme moyen d'entrer dans la vie politique. Il en accentue l'aspect radical, accueillant des notables alors même que l'on parle d'ouverture vers le militant. Il bâtit le grand parti conservateur éclairé, réformateur, qui peut être l'aile gauche d'une coalition avec l'U.N.R., l'aile pas si à droite que ça d'une coalition avec la S.F.I.O.

Cette attitude générale a pour but d'attirer de jeunes militants. C'est la contradiction majeure que le congrès de Dijon révèle. A nous, dans les mois qui viennent, de les éclairer, de leur montrer que ce n'est pas d'une sage coalition centriste qu'ils sortiraient les solutions que les syndicalistes savent indispensables.

Pierre Belleville.

AU cours du dernier week-end, le général de Gaulle et le Premier britannique, Macmillan, ont eu, au château de Champs, en Seine-et-Marne, leur quatrième tête-à-tête.

Pour Macmillan, il s'agissait d'avoir avec de Gaulle une « grande explication ». Nul n'ignore, en effet, que c'est la France qui s'oppose actuellement avec le plus d'acharnement à l'entrée des Anglais au Marché commun. A cette opposition, de Gaulle donne deux raisons : le Royaume Uni, dit-il, est économiquement trop lié au Commonwealth et politiquement trop influencé par les Etats-Unis pour pouvoir s'intégrer sincèrement et totalement à l'Europe. De fait, en approuvant — alors que Paris essaie par tous les moyens d'obtenir le partage des secrets atomiques de Washington — la position de non-coopération nucléaire de Kennedy, Macmillan ne s'est pas facilité le travail. Il n'a cependant pas hésité.

Ma Troisième Force

A vrai dire, je ne crois pas au marchandage franco-anglais : « Tu

L'EUROPE GAULLIENNE

m'aides à constituer ma force atomique et je t'ouvre la porte du Marché commun. » Avec Macmillan, de Gaulle, dans la perspective nationaliste qui est la sienne, est allé au-delà : à travers son interlocuteur, il s'est adressé à Kennedy lui-même, — dont l'un des buts demeure l'unification politique européenne dans une alliance avec le reste de la Communauté atlantique considérée comme un tout. Et les paroles de de Gaulle, on le sait, se résument à ceci : ou bien je participe au Directoire atlantique (et ipso facto au club atomique), ou bien je continue à multiplier les embûches devant la politique anglo-saxonne, je bloque l'entrée des Anglais au Marché commun, je boycotte la conférence du Désarmement, je sabote les pourparlers sur Berlin,

enfin je mets sur pied ma Troisième Force : l'Europe continentale, qui ne sera pas obligatoirement partie prenante dans l'Alliance atlantique.

Une politique étrangère ultra

A première vue, sans doute, pourrait-on se réjouir de voir la France se libérer enfin du sillage anglo-américain, c'est-à-dire du bloc capitaliste par excellence. Mais cette « indépendance diplomatique » est loin de nous conduire pour autant vers le désengagement à l'égard de la politique belliciste des blocs, vers ce neutralisme pacifique que l'adhésion de la France renforcerait efficacement dans le monde entier. Non, de Gaulle, quand il menace Américains et An-

glais, ne songe assurément pas à cette voie-là. Il rêve, chaque pas de sa politique étrangère le prouve, d'un nouveau bloc, plus militariste et agressif encore : l'axe Bonn-Paris, fer de lance, sous l'égide de l'Europe démo-chrétienne, de la vaste croisade anticommuniste que domineraient rapidement les généraux revanchards et mal dénazifiés d'outre-Rhin. Voilà ce que de Gaulle a à offrir. Voilà où risque de nous mener sa recherche obsessionnelle de l'armement atomique national.

D'un château à l'autre, de Rambouillet à Champs, c'est une politique étrangère ultra que nous bâtit ce grand stratège. Avec son compère Adenauer, de Gaulle est bien le fils spirituel d'un autre croisé illuminé dont le souvenir ne manque jamais de faire passer un frisson dans le dos de ceux qui savent ce qu'est la guerre pour en avoir souffert dans leur chair : Foster Dulles.

Georges Batelier.

Le pourrissement

Le gouvernement Pompidou a le souffle court. Depuis le débat d'investiture devant l'Assemblée Nationale, les échecs se sont accumulés.

Le M.R.P., qui devait donner au gouvernement une caution de respectabilité et un brevet de bonne conduite pour les affaires européennes et devait, en outre, former un relais pour trouver un appui dans l'opinion publique, a rapidement fait défection.

Les grèves se sont multipliées dans le secteur public, malgré les vagues promesses du Premier ministre et une augmentation dérisoire du S.M.I.G.

Plus grave peut-être, la hiérarchie militaire s'est chargée de mettre en échec la politique algérienne du général de Gaulle : Salan, criminel de guerre sans excuses, a pu sauver sa tête, et l'O.A.S., étant donné la mauvaise volonté des officiers français, a pu échapper à la destruction aussi bien à Alger qu'à Oran.

On pourrait d'ailleurs additionner encore bien d'autres échecs, tant sur le plan intérieur que sur le plan de la politique extérieure. Il paraît donc tout à fait permis de conclure à un affaiblissement sérieux du régime.

Est-ce si certain ?

Nous ne le croyons pas. Sans doute, une grande partie des milieux dirigeants commencent à devenir critiques à l'égard d'un régime qui, par son caractère autoritaire et incontrôlé, peut se per-

mettre des fantaisies et des incohérences coûteuses. Il est vraisemblable que les milieux capitalistes préféreraient voir en place un général de Gaulle qui évite de provoquer le M.R.P., qui soit plus souple face aux alliés atlantiques de la France et sache se faire mieux obéir de ses militaires en Algérie et en France. Il est vraisemblable également que l'exode en masse des Français d'Algérie vers la métropole et la politique plus ou moins forcée de « dégageant » suivie par le pouvoir gaulliste n'ont pas l'heur de plaire à tous ceux qui auraient vu d'un bon œil une politique néo-colonialiste appliquée en Algérie avec l'appui de la minorité française.

Il faut bien voir, cependant, que toutes ces critiques — assez bien systématisées par le M.R.P. — touchent plus la forme que le fond de la politique gaulliste. Aucun des partis qui a pactisé avec le régime issu du 13 mai ne remet en cause, si ce n'est quelquefois en paroles, les « conquêtes » essentielles du coup d'Etat de 1958 : la mise à l'écart des masses populaires de toute solution à la décolonisation, l'accroissement du rôle de l'armée, la suppression du régime parlementaire traditionnel qui permettrait tout de même à des courants politiques très critiques de s'exprimer. Les milieux de la grande bourgeoisie industrielle peuvent peut-être, de leur côté, trouver que le régime a le goût des dépenses, mais ils ne peuvent guère rêver un régime qui leur soit plus favorable et applique à si peu de frais une politique économique et sociale selon leurs vœux.

Aussi est-il plus exact de dire que l'on commence à se poser le problème de la succession, parce que le régime est encore par trop un régime personnel et bonapartiste avec beaucoup de ratés. Il ne s'agit donc pas d'un tournant décisif qui marquerait le passage à l'opposition systématique des

élites bourgeoises, avec comme objectif le remplacement du régime. Nous sommes, en fait, dans une période d'attente, qui peut aussi bien ouvrir la voie à une évolution encore plus réactionnaire qu'à une transformation de l'atmosphère politique et sociale en faveur du mouvement ouvrier. La première solution se nourrit peu à peu du pourrissement actuel ; de la lâcheté des partis d'opposition (type S.F.I.O.) qui ont peur de réveiller les masses qu'ils ont contribué à endormir ; du regroupement progressif des forces d'extrême droite sous l'égide des officiers fascistes ; et, enfin, du mauvais fonctionnement du régime.

Certes, la perspective d'un fascisme ouvert semble exclue. Celle d'un glissement insensible dans un régime d'ordre moral ultra-autoritaire paraît, en revanche, très probable, s'il n'y a pas rapidement un regroupement et un renouveau des forces socialistes. La deuxième solution, par conséquent, ne peut se développer à partir d'un attentisme fataliste. Cette deuxième solution exige, au contraire, une lutte décidée et radicale contre les maux de la société française : nationalisme (1), injustice sociale, déséquilibres de la croissance économique. Elle exige, de plus, que les forces socialistes conscientes offrent une solution de rechange qui dépasse réellement les limites de l'ordre social. En ce domaine comme en d'autres, la « misérable prudence » dont parlait une fois Sartre serait mauvaise conseillère.

J.-M. Vincent.

(1) Nous devons, en particulier, réclamer le retour à la vie politique française de ceux qui, comme Francis Jeanson, sont poursuivis par les tribunaux militaires.

Le triste bilan social de

- Les classes privilégiées ont confisqué plus que leur part de l'enrichissement
- Les réformes intéressantes réalisées ne doivent pratiquement rien au pouvoir

Il y a quatre ans, la V^e République naissait dans les circonstances du coup d'Etat que vient de rappeler le procès Salan. C'était, affirmait à l'époque le général de Gaulle, pour régler l'affaire algérienne, mais aussi réformer les institutions et procurer au pays ce bien-être que la débile IV^e République s'était révélée — selon lui — incapable d'assurer.

Qu'en a-t-il été au juste? Non pas, bien sûr, du sort de l'Algérie, réglé — avec des années de retard — dans le sens de l'indépendance algérienne, que nous préconisions à l'époque où de Gaulle se prononçait encore en faveur de l'Algérie française. Ni des institutions, dont on serait bien en peine aujourd'hui de dire ce qu'il reste après tant et tant de violations. Sur tout cela,

l'échec des mensonges gaullistes de 1958 est assez patent pour qu'il n'y ait pas à revenir...

Mais les réalisations sociales et économiques du nouveau régime, où sont-elles? Puisqu'on juge l'arbre à ses fruits, à quoi reconnaît-on les « années sociales », promises périodiquement par P.U.N.R.? C'est à répondre à cette question qu'est consacrée cette double page.

Comme le savent, par expérience, les classes populaires, la réponse est claire: ce régime capitaliste — plus encore que le précédent — a frustré un grand nombre de travailleurs du fruit de leurs efforts, au profit des classes privilégiées, principales bénéficiaires de l'expansion nationale. Les chiffres sont nets: ce régime est le plus antisocial qu'ait connu la France depuis Pétain.

DES apparences, pourtant, jouent en sa faveur. Et l'on ne se fait pas faute de nous le répéter dans les discours dont raffole la radio aux ordres... « Le miracle français étonne le monde... » « Les Etats-Unis nous envient... » « La Grande-Bretagne voudrait savoir comment nous faisons... » « Jamais nous n'avons été aussi riches... » etc.

De fait, la nation n'a jamais autant produit. De mai 1958 à mai 1962, sa production nationale a augmenté d'environ 20 %; et si l'on se réfère au printemps ou à l'été 1957 — qui, à de nombreux égards, constituent des dates de référence plus significatives — le progrès est même de 25 %. C'est donc bien vrai, comme dit le speaker célèbre, que « nous sommes formidables ».

Où sont passés les 25 % de production supplémentaire ?

Mais ces 20 ou 25 %, qui en a profité? Vous? Moi? Nous nous en serions aperçus... Alors, comment se fait-il que nous ne les ayons pas — ou peu — vu dans nos revenus, ces progrès spectaculaires dont on nous rebat les oreilles?

1. — C'est d'abord qu'une partie non négligeable a été consacrée à transformer en excédent — et même en excédent massif — ce qui, jusqu'en 1958, constituait un déficit dans nos échanges avec l'étranger. Grâce aux deux dévaluations de 1957 (« opération 20 % » de Gaillard) et de 1958 (Pimay-de Gaulle), les produits français ont pu se vendre mieux à l'étranger, leur prix (en monnaies étrangères) ayant diminué grâce à la dépréciation du franc. L'abaissement des barrières économiques avec nos partenaires du Marché commun a d'ailleurs facilité la conquête des marchés étrangers par les firmes françaises.

En cinq ans, une part supplémentaire, égale à 4,4 % du produit national annuel, a été consacrée à cet effort hors des frontières. En 1957, notre déficit dans les paiements avec l'étranger atteignait 2,2 % du produit national; maintenant notre excédent s'élève à 1,9 %.

2. — Une deuxième part de la production supplémentaire a été utilisée à accroître les investissements. En se développant — et pour se développer plus encore — la France a besoin de s'équiper mieux. Il lui faut des barrages, des centrales, des ports, des routes, des aérodromes, des usines, des tracteurs, des écoles en plus grand nombre. Des sommes plus considérables qu'autrefois y sont consacrées, à mesure que croît la richesse nationale.

Les statistiques officielles nous apprennent que la part de la production nationale consacrée à l'investissement qui était de 18,9 % en 1957 est, cette année, d'environ 18,1 %. Compte tenu de l'augmentation de la production intervenue entre temps, cela représente un progrès d'environ 2,6 % qui a été évidemment distrait de l'enrichissement national réparti entre les citoyens.

3. — Enfin, une troisième part a été soustraite à cette distribution: le supplément de dépenses militaires consacré à la guerre d'Algérie et à la force de frappe. Difficile à chiffrer, en raison de la présentation budgétaire actuelle qui permet bien des maquillages, ce supplément doit être inférieur à 1 %.

Faites le total: une fraction importante de l'enrichissement national (7 à 8 %, sur quelque 25 %) a été soustraite par le pouvoir du revenu total qu'auraient pu se partager les citoyens.

Ce qui ne veut pas dire, d'ailleurs, que tous les citoyens en aient été frustrés. Les investissements supplémentaires ont, en effet, enrichi les capitalistes, propriétaires des usines — c'est de plusieurs centaines de milliards que s'est ainsi accru leur capital. La hausse du prix des actions des grandes sociétés en Bourse traduit cet enrichissement qui a profité aux seuls détenteurs de capitaux. Les exemples donnés plus loin montreront combien est importante cette scandaleuse confiscation par quelques-uns du fruit du travail de tous, confiscation qui est la marque même du régime capitaliste.

13 % de mieux par habitant mais pour qui ?

En tout cas, sur les 25 % de production nationale supplémentaire réalisée en 5 ans, 17 à 18 % seulement ont été laissés à la disposition des citoyens. Et comme le nombre de ceux-ci s'est accru de 5 % environ, le revenu moyen par Français n'a augmenté que de 13 % environ en cinq ans, soit 2,5 % seulement par an. C'est beaucoup moins que du temps de la IV^e République, pourtant si décriée par les rénovateurs gaullistes (1).

Mais surtout, cette moyenne de 13 % de revenu supplémentaire par habitant est loin d'avoir concerné tout le monde. Certains ont eu beaucoup plus, d'autres moins. Qui ?

Les statistiques officielles de comptabilité nationale ne permettent pas de le dire avec la précision nécessaire. Elles ignorent à peu près complètement les revenus des professions libérales, des industriels et des commerçants (donnant à leur sujet de simples chiffres globaux, dont personne n'oserait affirmer qu'ils sont exacts). Elles évaluent avec une grande incertitude les revenus globaux de l'agriculture (ce qui ne permet pas de mesurer le niveau de vie actuel, et encore moins l'évolution du pouvoir d'achat des diverses catégories de cultivateurs). Elles mélangent tous les salariés, les vrais et les faux (industriels ayant pris le statut de salariés pour payer moins d'impôts). Elles ne tiennent pas les prestations familiales ou sociales par catégories de bénéficiaires, etc.

Force est donc de faire les plus extrêmes réserves sur ces chiffres, et de limiter les leçons qu'on en tire. Heureusement, d'autres chiffres — également officiels — nous renseignent de façon plus précise sur la façon dont certains groupes sociaux ont tiré (ou n'ont pas tiré) profit de l'enrichissement national: il s'agit des statistiques sur les salaires données par l'I.N.S.E.E., le ministère des Finances et le ministère du Travail.

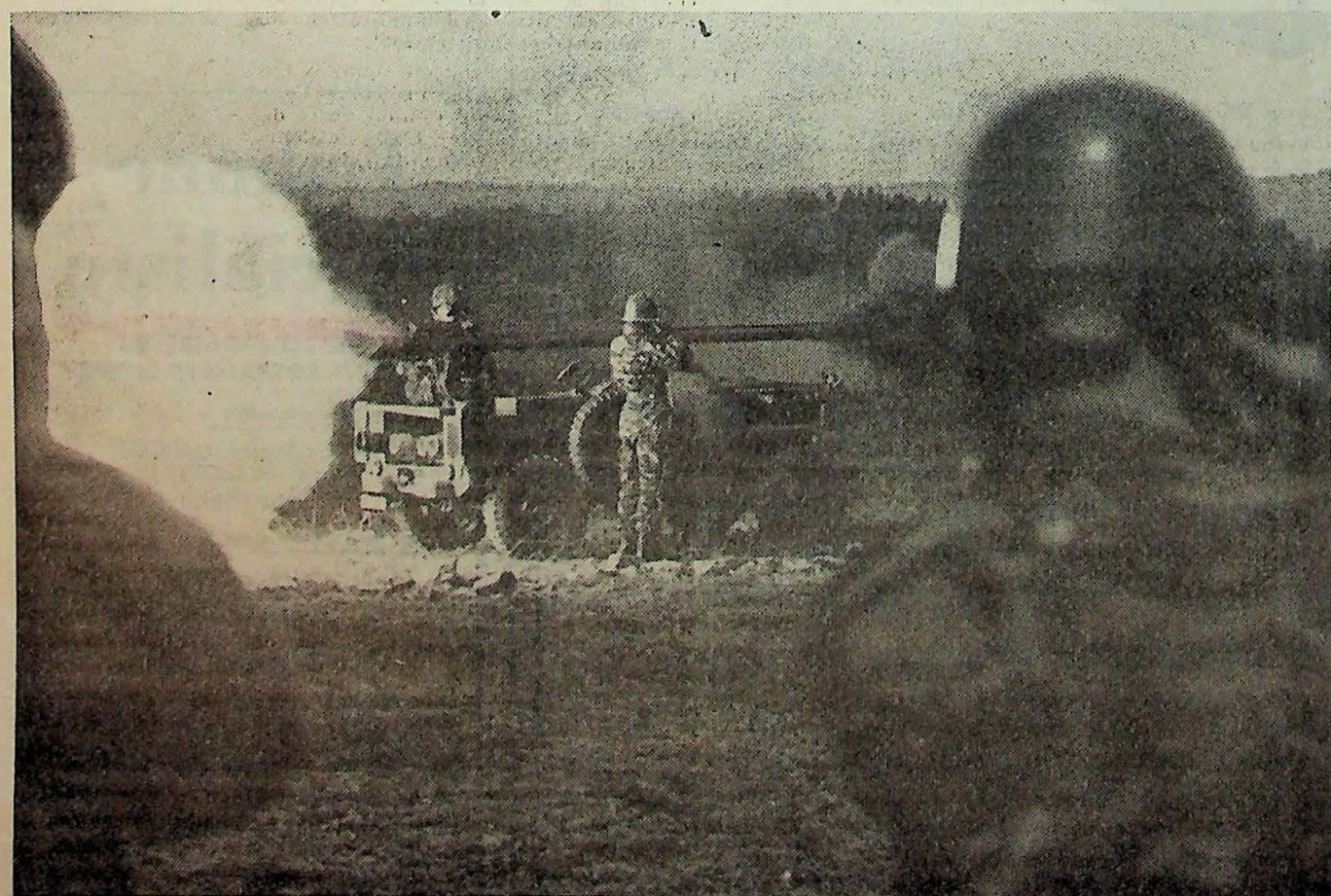
Le tableau ci-contre, qui retrace l'évolution du pouvoir d'achat des familles ouvrières, montre que celles-ci sont fort loin d'avoir constaté une élévation de leur niveau de vie de 13 % en cinq ans. En quatre ans et demi — durée de la période chiffrée par le ministère du Travail — le pouvoir d'achat de la famille ouvrière s'est accru de 3,8 % en province et de moins de 1 % dans la région parisienne, estiment les services de la rue de Grenelle.

La famille ouvrière: 4 à 7 % de mieux en 5 ans

En fait, il semble que les chiffres sur lesquels ils s'appuient soient légèrement inférieurs à la réalité (le ministère du Travail ne tient, en effet, compte ni des heures supplémentaires — qui se sont accrues — ni des primes, ni des gratifications). On doit majorer, estiment les statisticiens les plus sérieux, de 3 % environ les chiffres de la rue de Grenelle pour avoir une photographie exacte de la vérité.

Cela conduit à conclure à une augmentation du pouvoir d'achat de 4 % environ à Paris, et de 7 à 8 % en province entre l'été 1957 et le début de cette année. Alors que la production nationale par tête s'est accrue, dans le même temps, de 20 % et la production industrielle — à laquelle contribuent surtout les ouvriers — de 25 % par personne. En bref, les familles ouvrières n'ont profité que pour un tiers (en province) ou un cinquième (à Paris) de la richesse qu'elles produisaient. Voilà qui est clair.

(1) Les dernières statistiques du C.R.E.D.O.C. (Centre de Recherches et de Documentation sur la Consommation) montrent que de 1950 à 1957, la consommation par tête de l'ensemble des Français a augmenté de 4,6 % par an en moyenne; à partir de 1958, la progression n'a plus été que de 2,5 par an, moitié moins.



(A.F.P.).

V^e République

nal au détriment des familles populaires, évidemment

Et les autres salariés, comment le régime gaulliste a-t-il modifié leur situation ?

● les employés ont vu leur niveau de vie s'améliorer d'à peine plus : 8 à 9 % sans doute, d'après les statistiques dont on dispose ;

● en revanche, les fonctionnaires — du moins les petits — ont été moins bien traités que les ouvriers d'industrie. Le père de famille, estime l'I.N.S.E.E. n'a vu son niveau de vie s'élever que de 2 % entre l'été 1957 et le début de cette année, s'il est dans les échelons inférieurs de la fonction publique, et de 6 % s'il se classe dans les échelons moyens ;

● les familles dont le père est salarié du secteur nationalisé ont vu leur pouvoir d'achat évoluer de plus triste façon encore, puisque, dans certains cas, leur niveau de vie est encore inférieur à l'heure actuelle à celui de 1957 ;

● enfin les vieux, dont les retraites ne seront vraiment revalorisées que cet été, ont vu leur niveau de vie baisser fortement en 1958 et 1959 et rattraper péniblement par la suite une partie de ce qu'ils avaient perdu à ce moment.

Ceux qui ont profité du régime

MAIS alors, direz-vous, si toutes ces catégories — fort nombreuses — ont eu beaucoup moins que les 13 % d'enrichissement par tête de la moyenne nationale, qui donc a eu davantage ?

Les statistiques officielles permettent de répondre avec certitude pour certaines catégories sociales. Pour les autres, il faut se contenter d'indications partielles :

● les cadres salariés ont vu, en moyenne, leur niveau de vie progresser de près de 18 % entre l'été 1957 et le début de cette année ; le chiffre est même dépassé pour les cadres moyens et certains cadres supérieurs (notamment ceux qui bénéficient d'avantages en nature, non déclarés au fisc : voiture de l'entreprise, maison gratuite, jardinier, domestique...);

● les patrons de l'industrie : leur niveau de vie — difficile à chiffrer avec exactitude — s'est accru sensiblement plus vite que celui des salariés, petits ou moyens — si l'on en croit l'I.N.S.E.E. (leurs revenus suivant, en gros, le chiffre d'affaires des entreprises) ;

● la plupart des commerçants ont également eu plus que la moyenne nationale, encore que la fraude fiscale et l'absence de statistiques officielles précises gênent les comparaisons d'une année à l'autre (ne sont évidemment pas dans ce cas les détaillants des régions en voie de dépeuplement qui ont vu diminuer le nombre de leurs clients) ;

● les professions libérales ont vu leur niveau de vie suivre en gros, celui des industriels, parfois même le précéder.

● enfin, les employés — et certains ouvriers — célibataires ont eu la chance de ne pas voir l'évolution de leur niveau de vie freinée par la dépréciation des prestations familiales (dépréciation qui a atteint, on le sait, 10 % entre l'été 1957 et le début de cette année).

D'après les chiffres officiels, le pouvoir d'achat de l'ouvrier célibataire s'est accru

de quelque 17 % en province durant cette période (de 12 % à Paris), et celui de l'employé célibataire de 18 % en moyenne.

Le cas des agriculteurs est plus difficile à trancher : d'abord parce que la disparité y est extrême (cela dépend des régions, des cultures, de la taille des exploitations) ; mais aussi parce que l'absence de statistiques détaillées ne permet pas de connaître l'importance de la minorité qui a eu plus que les 13 % de la moyenne nationale (chez les exploitants agricoles, l'élévation moyenne du niveau de vie en cinq ans est d'environ 11 %).

Le « Capital », doublé en 4 ans

Nous n'avons pas parlé, jusqu'ici, des actionnaires capitalistes. Non que nous les ayons oubliés : mais parce que leur cas est plus extraordinaire encore que celui des autres profiteurs du régime énumérés plus haut. L'exemple des Martin père et fils, cité ci-dessous, le montre clairement : en quatre ans, le père Martin a plus que doublé son capital, et son fils l'a triplé, sans rien faire l'un et l'autre que de donner de temps à autre un coup de fil à leur agent de change, pour qu'il vende certaines valeurs et en achète d'autres.

L'exemple des Martin est-il exagéré ? Ceux qui le craindraient auraient bien tort. L'indice officiel des valeurs françaises — calculé par l'I.N.S.E.E. pour suivre l'évolution des cours des actions de l'ensemble des grandes sociétés capitalistes françaises — a en effet augmenté à la même vitesse : de l'arrivée au pouvoir de de Gaulle au printemps de 1962, cet indice a progressé de ... 135 %, soit un peu plus que le capital de M. Martin père et un peu moins que celui de Martin fils.

Si l'on défalque la hausse des prix intervenue entre temps, cela représente, en valeur réelle, une hausse de 100 % en quatre ans ! C'est ce pourcentage qu'il faut comparer à ceux que nous avons cités précédemment pour les diverses catégories socio-professionnelles. On voit où sont les profiteurs !

Comment les actionnaires capitalistes ont-ils ainsi pu s'enrichir sept fois plus vite que l'ensemble de la nation, et dix à quinze fois plus vite que les ouvriers et les employés pères de famille ? Mais tout simplement par le jeu de l'exploitation capitaliste.

C'est elle qui permet aux propriétaires des entreprises privées — les actionnaires — de se réserver à eux seuls, par le jeu de l'autofinancement industriel et commercial, la propriété d'une part prépondérante du bénéfice réalisé par les firmes, grâce aux efforts de tout le personnel. C'est cette confiscation du bénéfice réinvesti dans l'entreprise — confiscation plus ou moins amplifiée par la spéculation boursière — qui explique l'enrichissement scandaleux des capitalistes propriétaires d'actions.

Pourquoi voulez-vous que MM. Martin et leurs homologues capitalistes — petits ou grands — aient envie de changer de régime et d'abandonner le gaullisme pour goûter à une VI^e République, socialiste et démocratique ? A ceux qui autour de nous oublient — ou feignent d'oublier — l'importance de l'option socialiste en ces temps de césarisme gaullien, sachons rappeler fermement les chiffres et les comparaisons ci-dessus.



(A.F.P.)

Le choix socialiste, pour nous, n'est pas affaire de fanatisme idéologique ; il est dans la logique des chiffres. Que ceux qui trouvent normale la répartition actuelle de l'enrichissement national — répartition qui a pour effet d'élargir encore une hiérarchie des revenus qui va déjà, en France, de 1 à plus de 1.000 — aient le courage de nous expliquer pourquoi !

Les réformes sociales récentes ne doivent à peu près rien au régime

Mais, objectera-t-on, vous n'avez parlé ici que des résultats de quatre années d'évolution des revenus ; c'est négliger les réformes opérées sous le régime gaulliste, qui ont, ou auront, un effet bénéfique durable sur le sort des familles populaires.

Rappelons d'abord qu'il vaut mieux juger les politiques sur leurs résultats que sur leurs promesses. Et ajoutons que si l'on veut citer les réformes sociales faites durant la V^e République, on ne voit guère pourquoi les gouvernements de ce régime en tireraient gloire.

Des quatre réformes intervenues depuis quatre ans en matière sociale, une seule n'a pas eu d'effets : or, c'est précisément celle qui avait eu pour seul responsable le gouvernement ; elle concerne les « contrats d'intéressement », institués en application de l'Ordonnance de janvier 1959.

150 contrats seulement ont été signés entre patrons et syndicats : ils ne concernent que... 0,7 % des salariés du Commerce et de l'Industrie. Si la formule a échoué, en dépit de la propagande gouvernementale faite en sa faveur, c'est tout simplement parce qu'elle ne peut intéresser vraiment les salariés, à

(Suite page 8.)

M. RUNCIS

LE Français est rouspéteur, c'est bien connu. Jamais content. Il « grogne ». Il « rogne ». MM. Martin père et fils ne sont heureusement pas de ces Français moyens-là, toujours levés du pied gauche.

MM. Martin père et fils, eux, sont satisfaits. La vie leur plaît. Le régime aussi. Ils n'ont cessé de le soutenir, et continueront à le faire, au moins tant que leur portefeuille leur en procurera la vertu. Car c'est lui qui guide leur action.

MM. Martin, vous le savez, sont ces personnages imaginaires qu'a inventés l'hebdomadaire financier « La Vie Française », pour personnifier le petit capitaliste français. L'un est né en 1947, avec, en portefeuille, des actions de grandes

sociétés représentant une valeur d'un million d'anciens francs. Depuis, M. Martin père n'a cessé de suivre les conseils que lui prodigue « La Vie Française », vendant tel titre pour acheter tel autre, plus profitable.

dernières années, son capital a plus que doublé, passant de 9,7 millions en mai 1958 à 21 millions maintenant. Vraiment, le général de Gaulle est un père pour la nation... capitaliste.

Le fils Martin, prototype de ces jeunes

Les Martin apprécient le Régime

Le résultat est satisfaisant : M. Martin, qui, en 1947, n'avait qu'un capital d'un million, possède aujourd'hui un capital de... quelque 21 millions ! Pas mal, n'est-ce pas ? Ce qui rend M. Martin gaulliste, c'est, d'ailleurs, qu'au cours des quatre

cadres des classes moyennes qui « ne font pas de politique », parce qu'ils s'intéressent seulement aux choses sérieuses, est tout aussi gaulliste que son père. Pensez donc : à la fin de 1958, il avait acheté — toujours sur les conseils de

« La Vie Française » — pour un million d'anciens francs d'actions de grandes sociétés. Son capital atteint maintenant plus de trois millions ! Tripler son avoir en moins de quatre ans, voilà une bonne raison de trouver ce régime « raisonnable », à défaut d'être « neuf ».

Pardon ? Vous me demandez comment a évolué le revenu des familles populaires pendant ce temps ? Quelle question ! MM. Martin père et fils ne s'occupent pas de ça, voyons...

D'après l'Institut de la Statistique, ce revenu ouvrier aurait augmenté de 7 à 8 fois moins vite. Mais, diable, pourquoi poser cette question ? Le général n'a-t-il pas dit qu'il s'occuperait un jour du peuple ?

La génération de l'unité

QUATORZE organisations de jeunesse de la « gauche » socialiste et communiste des différents pays d'Europe se sont retrouvées à Rome lors de la « Conférence Européenne » des 27-28-29 mai, pour poser le problème des perspectives économiques et politiques de la réunification ouvrière.

Cet événement doit être considéré comme le résultat du patient travail politique que les organisations réunies autour de la « Charte de Francfort » s'étaient proposé : ouvrir le dialogue avec les forces vives de la jeunesse (communistes ou syndicalistes) et forcer ainsi dans leur retraite les exclusives d'où qu'elles viennent et qui vivent de la division du mouvement ouvrier.

A travers les différences propres aux pays anglo-saxons et au triangle France-Italie-Belgique, c'est un même problème — celui de l'élaboration d'une stratégie concertée face aux monopoles européens — qui se pose aux formations ouvrières, politiques et syndicales — de ces pays.

C'est ce qu'a fait ressortir le camarade Anriani, membre de la direction de la Fédération des Jeunes Socialistes (F.G.S.) et de la Confédération Générale Italienne du Travail (C.G.I.L.) : en face de l'organisation européenne du marché et de l'assise plurinationale des monopoles, c'est bien un front uni des travailleurs qui s'impose au-delà des conflits locaux.

Mais pour reconstruire une unité ouvrière perdue lors de l'histoire de l'héroïque construction d'une société non capitaliste et dans les péripéties de la guerre froide, il faut aussi liquider politiquement les séquelles idéologiques de cette période : réformistes petit-bourgeois et sectarisme néo-stalinien. C'est ce point de vue que le camarade Serri, secrétaire de la Fédération des Jeunes Communistes d'Italie (F.G.C.I.) a soutenu dans sa condamnation sans appel des positions « sectaires et dogmatiques » qui sont le fait de « certain parti communiste européen ». Ces positions, a poursuivi le camarade Serri, font en réalité le jeu de la social-démocratie et maintiennent la division au sein de la classe ouvrière.

Ainsi définis les principes politiques d'une action unitaire et les exigences de classe d'une élaboration « européenne » de l'alternative socialiste, nous avons en tant que J.S.U.-E.S.U. développé nos positions en insistant sur le niveau auquel doivent être portés les efforts d'élaboration d'une voie européenne au socialisme et la politique d'insertion du travailleur dans le domaine du pouvoir économique.

Cette analyse s'est traduite en une série de propositions concrètes dont la plus importante était celle d'une rencontre devant regrouper les organisations politiques et syndicales de jeunesse des pays européens, sur le thème : « planification démocratique et luttes ouvrières ». Cette proposition, complétée dans le domaine universitaire par le camarade Margheri, président sortant de l'Union italienne des Etudiants (U.G.I.), fut retenue unanimement par la conférence.

Un jalon important pour une prochaine élaboration unitaire d'une action de classe au niveau de la jeunesse des pays d'Europe, face à la réalité à laquelle elle se trouve confrontée, c'est-à-dire face à la réalité du néo-capitalisme. Un jalon que nos camarades communistes français ont voulu ignorer.

Fidèles à nos principes dans nos initiatives politiques, nous renouvelons pour la prochaine rencontre de Paris, l'invitation que nous avions adressée à nos camarades des I.C. et des U.E.C. à la veille de la Conférence de Rome : pour l'unité des travailleurs, il n'est jamais trop tard.

Romain Denis.

Une section étudiante aux Grandes Ecoles

Elle a été officiellement créée par le Congrès fédéral de Paris le 28 mai. Elle a déjà tenu une réunion au cours de laquelle Gilbert Mathieu fit un exposé large et complet sur le IV^e Plan : plus de trente participants, dont un tiers de sympathisants, venus des différentes écoles d'ingénieurs. Sur cette base solide, nous avons maintenant à renforcer notre action et notre implantation parmi les futurs ingénieurs qui ont pour leur part, et indépendamment des problèmes syndicaux, de nombreuses questions qui leur sont propres à débattre.

Gilles Dreyfus.

LES ÉTUDIANTS ET LA « RÉCONVERSION »



(Elie Kagan)

CETTE année, les étudiants ont encore vécu sous le signe de la guerre d'Algérie et de l'antifascisme.

A deux niveaux, ils ont été intégrés à cette lutte. Au niveau national, d'abord, par l'intermédiaire de l'U.N.E.F. Toute l'année, le syndicat étudiant a, aux côtés des centrales ouvrières, animé la lutte antifasciste. Après le 19 décembre, c'est peut-être le 8 et le 13 février que les étudiants ont véritablement senti combien le rôle joué par l'U.N.E.F. avait fait d'eux une force réelle au sein de la gauche française. Mais les étudiants ont aussi vécu la guerre d'Algérie et l'antifascisme au niveau de la Faculté et des « amphis ». Le développement de l'action à ce niveau s'explique, certes, par une grande sensibilité de la base militante étudiante à ces problèmes mais aussi par les plasticités répétées à une certaine époque des locaux et des personnalités universitaires, et plus encore par les problèmes que posaient l'unité de la gauche et son manque évident de réaction. Si l'on met à part le P.S.U. qui, avec les étudiants, a osé manifester après le massacre des Algériens par les brigades de Papon le 17 octobre, c'est à ce niveau que l'action des étudiants du P.S.U. s'est le plus souvent insérée. Notre force fut de savoir être présents partout et de savoir avancer, en fonction des situations locales, nos propres propositions de regroupement.

Cet effort a eu des résultats positifs. Partout où nos militants faisaient ainsi connaître leurs idées et leurs propositions d'action, ils se sont rendu compte de l'écho qu'elles suscitaient auprès des étudiants. Si l'on a pu dire du P.S.U. qu'il était apparu à l'extérieur comme une véritable organisation politique avec le 27 octobre 1960, on peut également dire que les E.S.U. sont dès cette année en tant que véritable force politique en milieu étudiant. Ceci, nous le devons d'abord au travail de nos militants qui se sont bien souvent révélés comme les meilleurs parmi les étudiants. Nous le devons aussi aux initiatives du P.S.U. en général : la manifestation de solidarité avec le peuple algérien du 1^{er} novembre, la position prise lors du référendum, ont été très favorablement accueillies en milieu étudiant. Mais nous le devons surtout au fait que les idées que nous défendions sur l'Algérie, sur la lutte antifasciste comme sur la lutte contre le régime gaulliste, se sont peu à peu révélées justes aux yeux de la masse des étudiants.

C'est dans ce sens que l'on peut dire que l'action que nous avons menée cette année a été positive ; et dans la mesure aussi où notre dynamisme a incontestablement servi à « dégeler » un certain nombre de situations. Il nous reste à assumer ce rôle, ce qui n'a pas jusqu'ici été fait. Le problème reste le même : il s'agit de « porter notre organisation au niveau de son influence ». C'est là pour nous le problème de la prochaine année et il est certain que la façon dont nous devons l'aborder est fonction de la situation politique.

ET quelle situation trouverons-nous à la rentrée ?

Nous sommes ici réduits aux hypothèses. Il est cependant probable que la situation sera plus claire en Algérie qui sera indépendante le 1^{er} juillet et où il est vraisemblable que le F.L.N. saura régler rapidement le problème que lui pose l'O.A.S. Vis-à-vis de l'Algérie, ce sera alors pour nous un problème de coopération et de solidarité avec sa Révolution. En bref, nous ne serons sans doute plus dans la période « guerre d'Algérie ». D'où le problème de « reconversion » qui se pose à l'ensemble de la gauche française et plus encore pour nous : c'est sur l'Algérie que le mouvement étudiant s'est politisé. Il est logique que ce soit l'U.N.E.F. qui ait la première, lors de son Congrès de Pâques, affronté ce problème. Or le P.S.U. est un parti qui s'est formé à l'occasion de la guerre d'Algérie ; il est normal que le problème soit encore plus aigu pour nous qui sommes à la fois étudiants et membres du P.S.U. Il est désormais acquis que nous franchirons ce cap sans difficultés internes, mais nous avons à aborder de front notre reconversion. Il est faux de croire qu'elle s'effectuera dans le calme olympien de la réflexion dans une France sommeillante, enfin « débarassée » de la question algérienne. Le rapatriement massif des pieds-noirs renforcera, en France, la droite fascisante — ceci, en particulier, sur le plan étudiant, où la lutte antifasciste risque d'être encore vive. Le régime est coupé de toute cette droite-là qui, de plus, risque de gonfler une partie de la droite traditionnelle. Par ailleurs, la question d'Algérie « réglée », le virage à gauche d'un certain nombre de gens peut s'accroître, en particulier à l'occasion de la « bataille sociale » de la rentrée qui cristallisera sans doute une large opposition de gauche au régime.

C'EST en face de ce régime affaibli par une double opposition que se pose le problème de notre reconversion qui est, en réalité, celui de l'alternative au régime. Le besoin s'en fera d'autant plus sentir que le régime s'affaiblira. C'est là, à notre place, dans notre milieu, que nous devons aborder notre reconversion : nous disposons pour cela d'un thème : *Le Front Socialiste*, que nous devons expliciter et populariser en milieu étudiant. Et puis, le Parti fixera, en novembre, son programme pour la période de transition. Nous devons saisir cette occasion pour réfléchir à nos problèmes en tant qu'étudiants dans une perspective de transition vers le socialisme. Les conditions lamentables dans lesquelles s'effectuera la prochaine rentrée universitaire permettront d'ailleurs de sensibiliser la masse étudiants à ces problèmes. L'enjeu est double : assurer notre place en milieu étudiant, qui ne correspond pas à notre influence réelle, et réussir notre reconversion. Les deux sont, d'ailleurs, liées ; ce n'est qu'en réussissant notre reconversion que nous développerons notre implantation, et nous ne la réussirons que si, parallèlement, notre implantation s'accroît.

Jacques Kergoat.

DU 9 AU 16 SEPTEMBRE, PRES DE MELUN

Stage de Formation des Etudiants du P.S.U.

« Syndicalisme étudiant et transition vers le Socialisme »

Renseignements : 8, rue Henner - PARIS-IX - Secrétariat étudiant

Cinéma :

Le Caporal épinglé

(film de Jean Renoir et de Guy Lefranc)



JEAN RENOIR est l'un des cinéastes les plus soumis aux fluctuations partisans des revues et aux politiques d'auteurs. Je m'efforcerai donc de rendre compte de son dernier film. Le Caporal épinglé, en toute objectivité. Sur le plan du contenu, le film se veut une satire de la vie militaire — idée en soi excellente... Mais on sent bien que cette griffe n'est que superficielle, elle n'écorche pas les problèmes profonds. Sans demander à un auteur d'être réaliste, on peut exiger de lui une démonstration autrement personnelle, une certaine vision du monde qui ne soit pas le refrain usé des anciens combattants, où la nostalgie et l'héroïsme militaire se mêlent dans une confusion joyeusement réactionnaire.

Le film est adapté du roman de Jacques Perret et se déroule durant la seconde guerre mondiale. A part l'insertion de quelques bandes d'actualité (coupées à Cannes, scandale qui a motivé la projection intégrale du film à la Cinémathèque), les troubles qui ont dévasté l'Europe pendant plus de cinq ans sont à peine suggérés et servent surtout à Renoir — qui sait qu'un tableau a besoin de cadre — à circonscrire la petite histoire par la grande Histoire.

Dans les seules limites à l'intérieur desquelles se situe Renoir, il est manifeste que, là encore, il se moque de la réalité. La condition commune de prisonnier peut-elle balayer les différences sociales, l'antagonisme de classe entre un aristocrate et un garçon de café? Si cette condition peut mettre entre parenthèses ces différences, il faut encore que l'on nous montre des personnages qui soient conscients de cette injustice et réagissent vis-à-vis d'elle.

Une série de gags soulignés au crayon gras

Ici, pas le moindre regard critique, mais une fidélité de Renoir envers ses thèmes favoris : l'amitié virile, la nostalgie de l'évasion, le confort moral de quelques « débrouillards » qui, à l'intérieur de l'armée et du grade, trouvent une compensation à leur vie civile ratée.

Sur ces situations mille fois exploitées, Renoir nous propose une série de gags qui font rire, certes, mais qui sont visiblement soulignés au crayon gras. Il insiste et le rire du spectateur semble alors recherché comme

fin ultime de cette comédie. Seule, la dernière demi-heure est alerte, pleine d'invention. Témoin ce gag : J.-P. Cassel et Claude Brasseur s'évadent, habillés en civil. Ils rencontrent un cortège funèbre. Une femme leur « colle » dans les bras une couronne. Aussitôt les deux compères suivent le cortège, tout naturellement, pour la plus grande stupeur et la satisfaction de la famille en deuil. Ce gag est amené avec spontanéité, mais à lui seul, il ne parvient pas à faire oublier les aroleries éléphantinesques du début! Les dernières images sur un Paris de brumes sont aussi — en plus d'une photographie honnête — pleines d'une tristesse, d'une douceur qui révèlent le cœur des deux amis sur le point de se séparer.

Le seul intérêt du film — intérêt maigre parce que sans objet — reste le style curieusement « Nouvelle Vague ». Le montage, notamment, allie un métier consommé à une vivacité, une jeunesse de rythme qui forment un mélange réussi. Cette réussite dans la manière de conter va évidemment dans le sens commercial du cinéma selon Renoir. C'est-à-dire un cinéma bien fait, pour militaires et médinettes.

Pierre Uytterhoeven.

A PROPOS DE CANNES

Donc, le festival est terminé, les comptes rendus publiés.

Mais il y avait eu un festival non officiel, organisé par la critique, et qui avait couronné *Les Oliviers de la justice*, film « pied noir de bonne volonté ».

Il faut mentionner ici un fait : le film *J'ai huit ans*, court métrage réalisé d'après des dessins d'enfants algériens, film sans visa, fut proposé aux organisateurs de ces projections. Ceux-ci — connus pour leurs « opinions de gauche » comme on dit — refusèrent de le projeter. L'argument essentiel était qu'on ne projetait pas de courts métrages (en fait, il y en eut plusieurs projetés). L'argument véritable était que ces solides non-conformistes en paroles ne voulurent pas se fâcher avec la très officielle direction du festival.

Il fallait ramener à leur véritable dimension le « courage » et l'« audace » des organisateurs du Festival de la Critique, qui crièrent bien haut qu'ils avaient fait connaître, avec *Les Oliviers de la justice*, un authentique « film algérien ».

M. R.

Livres :

La glace à l'ananas

A Buffalo, dans l'Etat de New York, Patrick O'Grady, père flic et quatorze ans, rencontre un jour, dans un autobus, Miss Priscilla Chun. Parce que leur amitié s'établit au café autour d'une glace à l'ananas, Miss Priscilla Chun devient pour l'adolescent « la glace à l'ananas ». Et parce que cette splendide Hawaïenne n'a pas encore subi les effets « bienfaisants » de la civilisation américaine ultra-puritaine, la rencontre s'avérera décisive.

Le professeur Marcuse affirme qu'un moyen de briser le cycle des contraintes répressives de la société établie réside dans la libération sexuelle. L'aventure de Patrick O'Grady, d'une manière poétique, le confirme. Il fait l'amour avec « la glace à l'ananas » et c'est sa façon de refuser ce monde où liges de vieilles filles, tortionnaires du bandit « à la lumière rouge », flics amicaux et paternels, unissent leurs forces pour

l'étouffer. Revolver au poing, il finira d'ailleurs par tuer leurs ombres.

Avec beaucoup d'habileté, Christine de Rivoire se fonde dans Patrick O'Grady. Elle a souvent le ton juste, encore que la conscience de son personnage en fasse par instants, plus la voix de Christine Rivoire que celle d'un jeune de quatorze ans. La finesse de la description donne à « La Glace à l'ananas » l'aspect d'un conte avec, pour une fois, une fée charnelle.

E. Copfermann.



Un beau mariage

CE n'est pas par hasard si, en tête du livre (1) nous trouvons en épigraphe une phrase de Scott Fitzgerald. Michèle Manceaux, comme l'auteur de *Gaby le Magnifique*, décrit un monde de luxe, un monde où l'argent abolit les limites et permet une totale liberté.

Mais Michèle Manceaux introduit dans son récit une curieuse distance, du fait de son métier de journaliste, qui est aussi celui qu'elle prête à l'héroïne de son roman : « Le journalisme est un métier de surenchère où l'on vit au-dessus de ses moyens. »

Une nouvelle dimension s'y ajoute : la faune privilégiée qui s'agit est observée par une femme.

Ces deux reculs se rejoignent car, dans notre société, ni les journalistes ni les femmes n'agissent sur le monde qu'ils côtoient.

L'héroïne d'Un Beau Mariage, affranchie des conventions et, grâce à son travail, financièrement indépendante, vit auprès d'un mari qui, par peur des responsabilités, lui octroie la liberté.

Disponible pour l'amour, l'héroïne ne trouve, auprès d'un premier amant, qu'une entente sans réalisation sexuelle, auprès du second, qu'un romantisme juvénile qui tourne à vide. Lorsqu'elle revient auprès de son mari, elle s'aperçoit qu'elle a cessé de l'aimer.

Seule et désorientée, l'héroïne n'a que la solution d'un divorce qui déboucherait sur une nouvelle solitude. Le récit glisse jusqu'à son dénouement sans qu'une vérité éclate.

A la fin, il ne reste que des personnages qui se heurtent sans trouver l'issue.

Malgré le ton badin avec lequel Michèle Manceaux développe ses thèmes — ou, parfois, évite de les développer — le récit se referme sur un échec. Chaque situation produit un renversement qui débouche sur la futilité d'un monde qui ne sait quoi faire de sa liberté.

Ainsi les problèmes d'une femme qui accepte ou subit son indépendance, alternent avec une galerie de portraits qui ne manque pas d'humour, mais qu'on aurait souhaitée mieux approfondie. Il n'est pas facile d'être une femme libre.

O. Hahn

(1) Bernard Grasset, éditeur.

LB FLORIDB 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

Semaine du 6 au 13 juin

LE PIGEON

avec Marcello Mastroianni

Au même programme :

L'AUBERGE ROUGE

film de Claude AUTANT-LARA

avec Fernandel et Françoise Rosay

(Permanent tous les jours
de 14 h. à 24 h.)

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Semaine du 6 au 13 juin

CLÉO DE 5 A 7

Film d'Agnès Varda

J'AI 8 ANS

Toute personne (ou groupe) qui désirerait acquérir ou projeter le film « J'ai huit ans », composé de dessins d'enfants algériens et dont nous avons parlé dans ces colonnes, est priée de se mettre en relation avec le Comité Maurice Audin, 12, rue Pré-aux-Cleres, Paris-7^e.

UNE SITUATION IRREVERSIBLE

LE nombre des grévistes espagnols ne cesse maintenant de diminuer. La bataille va prendre de tout autres formes.

Tout comme la répression.

Il était aisé de le prévoir : le pouvoir, ayant perdu la face dans toute cette affaire, espère maintenant, par la répression, regagner du terrain.

Les nouvelles d'agences nous apprennent aujourd'hui l'arrestation de plus de cent militants du « Front de Libération Populaire » dont nous avons souligné ici, à diverses reprises, le rôle majeur tout au long des grèves.

Mais Franco se trompe en croyant que les méthodes policières qui lui sont chères auront, cette fois encore, raison de l'opposition.

Une situation irréversible est créée.



LE mouvement qui vient de se dérouler représente une expérience d'une richesse telle qu'il est malaisé d'en tirer les leçons immédiatement. Au surplus, si la censure de Franco a pu être rompue, il s'est passé un nombre très important d'événements qui nous sont encore peu connus. Nous en sommes donc encore au domaine des constatations.

La première — qui nous paraît primordiale — est que la lutte de masses est possible en Espagne et ne peut que s'accroître dans un proche avenir.

La seconde est que la classe ouvrière espagnole est destinée à jouer un rôle fondamental dans la libération du peuple espagnol.

La troisième, enfin, est que de très larges couches de la population, dans les classes moyennes comme chez les intellectuels, sont maintenant prêtes à s'intégrer dans la lutte.

Reste le problème très important de la paysannerie qui est peu apparue dans le cadre de ce mouvement. Ce qui mérite réflexion. Tout comme le calme relatif des zones industrielles de Catalogne et de Madrid.



INDEPENDAMMENT des conditions de maturation, qui pouvaient exister, ou non, dans chacune des régions industrielles, il paraît aussi certain que les zones d'implantation des forces politiques de l'opposition sont intervenues beaucoup plus clairement qu'avant. Que les organisations le veuillent ou non, une influence et une présence se traduisent d'abord sur le terrain. De ce point de vue, une redistribution doit être faite dans l'importance à accorder aux forces des uns ou des autres. Les déclarations tonitruantes n'y changeront rien.

D'autre part, il paraît clair que, si les perspectives et les moyens d'actions ne sont pas clairement définis pour la paysannerie, elle n'entrera pas dans la bataille où son rôle, pourtant, serait décisif. Aucune alliance de quelque type que ce soit ne peut se permettre de sacrifier la réforme agraire. Ou alors, c'est renoncer aux perspectives mêmes du socialisme en Espagne.

Dernière constatation enfin — mais de taille : les masses catholiques, et en premier lieu les mouvements spécialisés d'Action Catholique Ouvrière, ont basculé du côté de l'opposition. Quelle que soit l'attitude de la hiérarchie désormais, ses prudences et ses apaisements, une faille qui devient un fossé existe désormais entre le pouvoir et l'Eglise.

La part de manœuvre, la part même de confusion qui peuvent en naître ne modifient en rien ce fait objectif. Franco, dans ses récents discours, comme son ministre Ullastre, représentant de l'Opus Dei dans le ministère, ne s'y sont pas trompés, qui atta-

quent d'abord ces catholiques « égarés » avant de venir aux sempiternelles accusations contre le libéralisme et le communisme.



EN fait, les bases mêmes du régime ont été atteintes. D'autant plus que la plupart des revendications — point de départ des grèves — ont été atteintes.

Ici aussi, l'attitude des uns et des autres aura été significative.

Si le ministre du Travail a joué le chantage classique — « pas de discussions avant la reprise du travail » — il lui a fallu changer d'attitude devant la cohésion des mineurs. L'augmentation des tarifs du charbon a été décrétée avant même la reprise du travail.

Ailleurs, des patrons se sont vus sanctionnés. En Pays Basque, notamment, pour avoir accordé les augmentations avant même toute grève et sans le signaler aux autorités.

Le ministre du Commerce, Ullastre, a fière mine maintenant en essayant de dégager le gouvernement en accusant les employeurs de maladresse et d'incompréhension...

Enfin, les syndicats officiels sont à ce point disqualifiés que les milieux les plus proches du « Caudillo » exigent, aujourd'hui, leur réorganisation totale. Ceci à peine trois mois après leur Congrès, dont on mesure mieux maintenant l'inanité et l'hypocrisie.



LE pouvoir sent qu'aucune des structures qu'il avait prévues, et pour endormir les travailleurs espagnols et pour « maintenir l'ordre », n'est plus valable.

Bien au contraire, la revendication générale et publique met en cause tout l'appareil du régime.

En même temps que Menendez Pidal et des intellectuels éminents venus de tous les horizons exigent la levée de la censure, une information libre, et le droit libre d'association, les habitants de Bilbao boycottent très largement la presse officielle.

Dans ce climat, les organisations de l'opposition marchent vers l'unité. Elle n'est pas sans dangers, compte tenu des courants qui les composent. Mais il ne nous paraît pas possible, ici, d'en analyser les difficultés. Ceci est l'affaire des Espagnols, et d'eux seuls.

Au demeurant, l'avenir appartient en Espagne aux organisations qui sauront analyser exactement le rapport de forces existant et organiser la lutte en conséquence.

L'exemple des dernières grèves montre que, sur ce plan, les choses mûrissent rapidement.



LE reste que la répression qui s'abat actuellement sur les militants les plus sûrs, si elle n'arrêtera pas le mouvement, n'en risque pas moins de ralentir l'évolution.

Sur ce point, il faut dire et redire inlassablement que notre solidarité peut jouer un rôle énorme.

Si nous laissons arrêter, déporter, torturer, en Espagne, comme cela se passe actuellement, nous n'aurons, après beaucoup d'autres, que versé quelques pleurs émus, sans avoir fait avancer les choses.

Il faut absolument développer une campagne large et profonde d'aide aux résistants espagnols. Cette aide doit être *et matérielle et politique*.

Des appels ont été lancés. Des souscriptions ouvertes. Ce serait un crime que de n'y pas répondre.

La lutte contre le fascisme, une nouvelle fois engagée par le peuple espagnol, est aussi la nôtre.

Nous ne saurions l'oublier.

Christian Guerche.